Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

52 | 2016

Chrononymes. Dénommer le siècle

Isabela MARES, *From Open Secrets to Secret Voting. Democratic Electoral Reforms and Voter Autonomy*

New York, Cambridge University Press, "Cambridge Studies in
Comparative Politics", 2015

Christophe Voilliot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5059>

DOI : 10.4000/rh19.5059

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 234-236

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Isabela MARES, *From Open Secrets to Secret Voting. Democratic Electoral Reforms and Voter Autonomy* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 52 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5059> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5059>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Isabela MARES, *From Open Secrets to Secret Voting. Democratic Electoral Reforms and Voter Autonomy*

New York, Cambridge University Press, "Cambridge Studies in Comparative Politics", 2015

Christophe Voilliot

RÉFÉRENCE

Isabela MARES, *From Open Secrets to Secret Voting. Democratic Electoral Reforms and Voter Autonomy*, New York, Cambridge University Press, "Cambridge Studies in Comparative Politics", 2015, 272 p. 34,99 US \$.

- 1 Bien que son titre n'y fasse pas explicitement référence, ce livre d'Isabela Mares, professeure de science politique à l'université de Columbia, est consacré à l'étude des élections en Allemagne durant la période wilhelmienne. L'auteure veut comprendre quels furent les hommes politiques qui ont soutenu les réformes de l'instrumentation du vote en vue d'en préserver le secret (introduction de l'isoloir et de l'enveloppe). Son analyse repose sur une hypothèse majeure, l'évolution des coûts de l'intimidation électorale, et sur une hypothèse mineure, le degré d'hétérogénéité économique des circonscriptions. Pour valider ces hypothèses, elle s'intéresse aux pratiques électorales irrégulières et plus particulièrement aux pressions exercées sur les électeurs soit par des agents de l'État, soit par les employeurs. L'implication de ces derniers dans les luttes électorales s'explique principalement à cette époque par leur hostilité au *Sozialdemokratische Partei*. Du fait des défauts dans l'instrumentation du vote, les électeurs vont anticiper de manière rationnelle les coûts liés à une éventuelle publicité de leurs votes, notamment la probabilité de perdre leur emploi et la difficulté d'en retrouver un autre (tableau 22 p. 31).

- 2 L'étude des pratiques d'intimidation repose sur les protestations déposées devant la *Wahlprüfungskommission* créée en au sein du *Reichstag* en 1874. Les principaux agents à même d'exercer des pressions sur les électeurs étaient les policiers, les collecteurs d'impôts et les maires, particulièrement en Prusse du fait des particularités de la loi électorale de 1849¹. Le chancelier Bismarck avait publiquement rejeté l'idée d'une neutralité des agents de l'Etat dans les compétitions électorales. En Prusse, à partir de 1882, les fonctionnaires devaient d'ailleurs prêter un serment de loyauté et avaient l'obligation de lutter contre les ennemis du Reich. Ce répertoire d'action fut activé avec une grande intensité par le ministre de l'intérieur, Robert von Puttkammer, dans les circonscriptions où les sociaux-démocrates apparaissaient menaçants puis, après une phase d'euphémisation², à nouveau en 1898³. Les fonctionnaires jouaient un rôle important dans la distribution des bulletins de vote et ne rechignaient pas à dissuader les candidats d'opposition de se présenter. L'intimidation continuait le jour du vote : les électeurs se voyaient fréquemment proposer un autre bulletin que celui qu'ils avaient choisi et dont la forme ou la couleur trahissait l'orientation. L'intensité de ces pratiques était cependant variable d'un *Land* à l'autre⁴.

- 3 L'intervention des employeurs dans les élections allemandes était bien plus importante qu'en France, particulièrement dans les régions industrielles de la Ruhr et de la Sarre que l'on désignait alors comme le « corridor de la terreur électorale ». Le faible nombre d'employeurs limitait en effet les possibilités pour un ouvrier licencié de retrouver un emploi. Les industriels, qui étaient parfois eux-mêmes candidats, n'hésitaient pas en effet à priver d'emploi et des biens proposés par les entreprises (logement, soins médicaux, etc.) les ouvriers tentés par le vote social-démocrate. De nombreux témoignages attestent de colonnes d'électeurs disciplinés dont les bulletins étaient vérifiés par les agents électoraux du patronat et dont les votes étaient scrupuleusement enregistrés au sein même du bureau de vote (schéma p. 78). Ces stratégies de contrôle étaient par contre beaucoup moins efficaces dans les *Länder* où prédominaient les petites entreprises employant des ouvriers qualifiés. En Prusse et en Silésie, c'étaient les grands propriétaires terriens qui faisaient pression sur les électeurs. La baisse des fraudes constatées à partir de 1898 correspond à une hausse du coût de ces pratiques d'intimidation liée à la fois à la raréfaction de la main d'œuvre dans les campagnes et aux effets de la réforme électorale de 1903.

- 4 La seconde partie de l'ouvrage propose une vérification empirique des hypothèses évoquées dans l'étude des pratiques électorales. L'auteure utilise les différentes données disponibles sur ces élections⁵ élaborées à partir des 974 dossiers transmis au *Reichstag* par la *Wahlprüfungskommission*. Sans entrer dans le détail de ces analyses, on retiendra que les résultats obtenus tendent à invalider la thèse de la « capture de l'État » par les propriétaires terriens avancée par Daniel Ziblatt⁶ et à minorer le rôle de la qualification de la main d'œuvre dans le calcul des coûts de l'intimidation électorale. Plus intéressante à mes yeux est l'analyse de la genèse de la loi Rickert (21 janvier 1903) que l'on trouve dans le chapitre 6. L'auteure met en perspective les arguments des différents partis politiques à partir de son hypothèse sur l'évolution du coût de l'intimidation électorale : les partis qui étaient les plus désavantagés par ce système, le *Zentrum* et les libéraux, étant les plus favorables au vote secret (tableau 61 p. 141). La hausse du coût de l'intimidation fut particulièrement marquée dans les campagnes du fait des transformations du marché du travail et de l'exode rural (*Landflucht*). La réforme de 1903 va largement favoriser les sociaux-démocrates en leur permettant

d'élargir leur électorat aux ouvriers non qualifiés désormais moins dépendants du bon vouloir de leurs employeurs et en favorisant les alliances de second tour avec les candidats libéraux⁷. Ceci explique pourquoi leurs adversaires conservateurs et nationaux-libéraux furent amenés à considérer plus favorablement l'adoption de la représentation proportionnelle après 1912⁸.

- 5 En conclusion, l'auteure inscrit ses travaux dans les débats sur la démocratisation des régimes autoritaires et sur le passage à une démocratie substantielle. Elle insiste sur le rôle des variables économiques qui lui apparaissent plus importantes que l'évolution des stratégies clientélaires des élites dans la démocratisation des États européens. Cet aperçu comparatif met en lumière les principales faiblesses d'un ouvrage au demeurant très stimulant, notamment parce que l'analyse statistique demeure adossée à l'étude des pratiques ce qui limite la tendance à l'abstraction inhérente à ce type de méthode. Faute de maîtriser l'historiographie sur les pratiques électorales en France⁹, Isabela Mares se prive d'une part de points de comparaison pertinents pour comprendre l'évolution des répertoires d'intimidation et surestime d'autre part son apport à la connaissance de l'évolution des technologies électorales. De plus, elle néglige la dimension transnationale des mouvements réformateurs dont Malcolm et Tom Crook ont récemment souligné l'importance¹⁰, tout comme les enjeux symboliques liés à la représentation du suffrage¹¹. Ces remarques soulignent, s'il en était besoin, la nécessité de dépasser le cadre national pour comprendre l'évolution des pratiques de vote et la dynamique d'extension du suffrage de la seconde moitié du XIX^e siècle.

NOTES

1. Thomas Khüne, *Dreiklassenwahlrecht und Wahlkultur in Preussen, 1867-1914. Landtagswahlen zwischen korporativer Tradition und politischem Massenmarkt*, Dusseldorf, Droste Verlag, 1994.
2. L'euphémisation est une expression que j'ai mise en avant dans mes travaux sur les candidatures officielles en France et que j'utilise ici pour traduire celle de « noiseless strategy » utilisée par Isabela Mares (p. 51).
3. Robert Arsenschek, *Der Kampf um die Wahlfreiheit im Kaiserreich. Zur parlamentarischen Wahlprüfung und politischen Realität der Reichstagswahlen, 1871-1914*, Dusseldorf, Droste Verlag, 2003.
4. Andreas Gawatz, *Wahlkämpfe in Württemberg. Landtags- und Reichstagswahlen beim Übergang zum politischen Massenmarkt (1889-1912)*, Dusseldorf, Droste Verlag, 2001.
5. Thomas Klein, *Gültig – ungültig. Die Wahlprüfungsverfahren des Deutschen Reichstages*, Marburg, N. G. Elwert, 2003 ; Robert Arsenschek and Dan Ziblatt, *A Datatest for the Analysis of German Contested Elections*, Cambridge, Harvard University Press, 2008.
6. Daniel Ziblatt, "Does Landholding Inequality Block Democratization ? A Test of the "Bread and Democracy" Thesis and the case of Prussia", *World Politics*, vol. 60, n° 4, 2008, p. 610-641.
7. Carl-Wilhelm Reibel, *Handbuch der Reichstagswahlen. Bündnisse, Ergebnisse, Kandidaten*, Dusseldorf, Droste Verlag, 2007.
8. Le Sozialdemokratische Partei avait pris position en faveur de la représentation proportionnelle lors de son congrès qui s'était déroulé à Erfurt en 1891.

9. Concernant l'histoire électorale française, la référence la plus récente est la thèse de Jean-Paul Charnay sur le contrôle de la régularité des élections parlementaires, qui date de 1964.
10. Malcolm et Tom Crook, « L'isoloir universel ? La globalisation du scrutin secret au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 43, 2011, p. 41-55.
11. Andreas Biefang, « La mobilisation politique dans l'Empire autoritaire. Le spectacle des élections au Reichstag (1871-1912) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 46, 2013, p. 95-117.